



QuébecLeaks est prêt à recevoir ses premiers documents anonymes

Par [Mélanie Marquis](#)

Mondialisation.ca, 24 février 2011

[Cyberpresse.ca](#) 24 février 2011

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

Les internautes peuvent soumettre leurs premiers documents sensibles sur le site de dénonciation QuébecLeaks à compter de mercredi, même s'ils ignorent toujours exactement à qui ils ont affaire.

L'organisation prie ses potentiels collaborateurs de lui soumettre des documents «non disponibles» qui ne sont pas encore passés entre les mains des journalistes d'enquête. QuébecLeaks demande également de ne pas fournir d'opinions ou d'allégations sans preuves formelles à l'appui.

QuébecLeaks est un site inspiré de WikiLeaks «fait par des Québécois pour des Québécois» qui se veut une plateforme plus locale, où les individus disposant d'un accès privilégié à des documents sensibles pourront les rendre publics anonymement.

QuébecLeaks propose deux mécanismes de soumission. Ainsi, il est possible de soumettre les documents via une connexion sécurisée HTTPS ou encore par l'entremise du logiciel libre Tor.

À partir de la connexion sécurisée HTTPS, n'importe quel internaute moindrement habile peut soumettre des fichiers Microsoft Word et PDF. Une fois que l'on a accepté de naviguer sur un site dont le certificat de sécurité pose problème, le tour est joué, comme l'a constaté La Presse Canadienne. En somme, le processus de soumission est d'une simplicité désarmante.

Le processus HTTPS est sécuritaire, puisque les banques utilisent le même protocole, selon un professeur au Département d'informatique et de génie logiciel de l'Université Laval.

«Si l'objectif de QuébecLeaks est d'assurer l'anonymat de ses sources, ça va, mais si les informations touchent les intérêts nationaux, à ce moment-là, on est dans une zone grise. Parfois, les services de renseignement gouvernementaux se permettent une certaine latitude», explique Béchir Ktari.

Lorsque les documents commenceront à affluer, on peut se demander comment l'organisation - dont on ignore le nombre de membres - arrivera à gérer le flot d'informations continu et comment elle compte trier les données obtenues. Tout comme on peut se demander où QuébecLeaks puise ses ressources financières et humaines.

Dans un courriel envoyé à La Presse Canadienne mercredi, le porte-parole de l'organisation

a expliqué que des analyses de contenant et de contenu seraient effectuées pour chaque document reçu.

Une fois que le système et les administrateurs en sécurité auront déterminé que les documents sont sécuritaires et qu'il n'y a plus de traces du soumissionnaire, les informations seront transmises aux «plusieurs collaborateurs de différents domaines» sur lesquels QuébecLeaks dit pouvoir compter – des avocats, des comptables, des journalistes professionnels, des informaticiens et des politologues. Ces derniers s'assureront que les documents sont recevables et effaceront «toutes les traces des victimes innocentes».

Et pour ce qui est du volet financement de l'aventure, QuébecLeaks a évoqué la possibilité de mettre en place une structure pour récolter les dons du public afin de financer, «si nécessaire, la partie »employés à temps plein« du projet». L'organisation a également affirmé avoir été approchée par des donateurs et des investisseurs.

Mais tous ces détails seront précisés le 9 mars, a maintenu le mystérieux porte-parole de QuébecLeaks, qui signe tous ses courriels au nom du célèbre linguiste et militant Noam Chomsky.

L'interlocuteur de QuébecLeaks a encore une fois refusé, mercredi, d'accorder une entrevue téléphonique à La Presse Canadienne, faisant valoir que l'organisation préfère «garder une (sic) anonymat et donc une certaine sécurité juridique pour les membres du groupe».

«Nous comprenons très sérieusement le besoin d'effectuer des entrevues téléphoniques et en personnes, mais pour l'instant nous devons nous en tenir aux échanges par courriel, écrit »Noam Chomsky«. Mais malheureusement c'est ce qui nous a été proposé par nos avocats et conseillers.»

En somme, un voile de mystère enveloppe QuébecLeaks, qui n'a toujours pas annoncé le nom de son porte-parole, le «Julian Assange» québécois. Son identité devait être dévoilée lors du lancement officiel du site, mais celui-ci a été repoussé du 16 février au 9 mars.

La source originale de cet article est Cyberpresse.ca
Copyright © Mélanie Marquis, Cyberpresse.ca, 2011

Articles Par : Mélanie Marquis

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca